

MÉMORIAL  **Memorial**
DU des
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG. **Großherzogthums Luxemburg.**

SAMEDI, 20 août 1887.

N^o 45.

Samstag, 20. August 1887.

Arrêté du 18 août 1887, concernant l'organisation des agences postales ou téléphoniques auxiliaires.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES ;

Vu l'art. 3 de la loi du 4 mai 1877, sur l'organisation de l'administration des postes et télégraphes, et l'art. 5 de celle du 20 février 1884, concernant le service télégraphique et téléphonique ;

Revu ses arrêtés des 31 juillet 1886 et 6 mai 1887, concernant la création d'agences postales ou téléphoniques auxiliaires ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les personnes préposées aux agences postales ou téléphoniques auxiliaires sont recrutées sur place. Leur nomination a lieu par le Directeur général afférent, sur la proposition du directeur de l'administration des postes et télégraphes.

Les agents sont tenus d'observer fidèlement le secret des lettres.

Il leur est interdit de faire connaître qu'un particulier ou fonctionnaire reçoit ou expédie des lettres ou autres envois, le lieu d'où il en reçoit et à qui il en adresse.

Art. 2. Dans les localités où il existe des agences postales ou téléphoniques auxiliaires, la boîte aux lettres sera transférée, aux frais de la commune, au local de l'agence.

Beschluß vom 18. August 1887, betreffend die Einrichtung der Post- und Fernsprech-Hilfsämter.

Der General-Director der Finanzen;

Nach Einsicht des Art. 3 des Gesetzes vom 4. Mai 1877, über die Organisation der Post- und Telegraphen-Verwaltung, und des Art. 5 des Gesetzes vom 20. Februar 1884, den Telegraphen- und Telephondienst betreffend ;

Nach Einsicht seiner Beschlüsse vom 31. Juli 1886 und 6. Mai 1887, die Errichtung von Post- und Fernsprech-Hilfsämtern betreffend ;

Beschließt :

Art. 1. Die den Post- oder Fernsprech-Hilfsämtern vorstehenden Personen werden aus den betreffenden Ortschaften selbst entnommen. Dieselben werden auf Antrag des Post- und Telegraphen-Directors durch den zuständigen General-Director ernannt.

Diese Agenten sind gehalten, das Briefgeheimniß treu zu beachten.

Es ist ihnen untersagt, irgendwie bekannt zu geben, daß eine Privatperson oder ein Beamter Briefe oder andere Sendungen erhält oder versendet, noch den Ort anzugeben, woher sie deren erhalten und wohin sie solche verschicken.

Art. 2. In den Ortschaften, wo Post- und Fernsprech-Hilfsämter bestehen, wird der Briefkasten auf Kosten der Gemeinde ins Amtslotal übertragen werden.

Art. 3. Les agences auxiliaires sont ouvertes au public aux heures à déterminer par l'administration des postes et télégraphes, sur l'avis des conseils communaux intéressés. Toutefois les agents seront présents au bureau à chaque passage du facteur ou du courrier.

Art. 4. Les agents auxiliaires ont pour attributions :

- a) la vente de timbres-poste, timbres-télégraphe et autres valeurs postales ;
- b) l'expédition des lettres ordinaires, cartes postales, imprimés, papiers d'affaires, échantillons et colis, trouvés dans la boîte aux lettres ou remis entre leurs mains ;
- c) la réception des envois analogues remis par le facteur ou le courrier à leur passage, ainsi que leur délivrance aux destinataires qui désirent en prendre livraison au bureau auxiliaire ;

d) l'acceptation des lettres recommandées, de celles à valeur déclarée, des envois contre remboursement, ainsi que des fonds pour mandats de poste, sous la réserve que la responsabilité de l'État ne sera engagée qu'à partir du moment où ces envois seront parvenus à une perception des postes ou à une agence des postes de plein exercice ;

Les quittances constatant le dépôt de ces envois seront remises aux intéressés par l'intermédiaire du facteur, dans sa tournée ordinaire.

Cette disposition n'est obligatoire que pour ceux des agents qui entendent se charger de cette branche du service.

- e) la transmission au bureau télégraphique ou téléphonique le plus proche des télégrammes ainsi que des communications téléphoniques.

Art. 5. La transmission des envois ordinaires déposés aux bureaux auxiliaires à la perception ou à l'agence dont ces bureaux relèvent se fera par le facteur ou le courrier passant par la commune.

L'expédition des lettres recommandées, de celles à valeur déclarée, des envois contre

Art. 3. Die Hilfsämter sind dem Publikum an den von der Post- und Telegraphen-Verwaltung auf Antrag der beteiligten Gemeinderäthe festgestellten Stunden geöffnet; jedoch müssen die Hilfsämter-Inhaber bei der Ankunft des Landbriefträgers oder der Post zugegen sein.

Art. 4. Die Hilfsämter-Inhaber bejorgen :

- a) den Verkauf von Postmarken, Telegraphenmarken und sonstigen Postwerthzeichen ;
- b) die Beförderung der gewöhnlichen Briefe, Postkarten, Drucksachen, Geschäftspapiere, Waarenproben und Packete, welche sich im Briefkasten vorfinden oder ihnen selbst übergeben werden ;
- c) die Empfangnahme gleichartiger Sendungen, welche ihnen vom Briefträger oder von der Post übergeben werden, sowie deren Ablieferung an die Adressaten, welche dieselben im Hilfsamt abholen wollen ;

d) die Annahme der Einschreibebriefe, der Briefe mit angegebenem Werth, der Nachnahmesendungen, sowie der Postanweisungsbeträge, vorbehaltlich daß der Staat erst dann verantwortlich gemacht werden kann, wenn diese Sendungen an eine Postperception oder an eine Agentur mit vollem Postdienst gelangt sind ;

Die Quittungen über die Hinterlegung dieser Sendungen werden den Betreffenden durch den Briefträger in seiner gewöhnlichen Dienstrunde behändigt werden.

Diese Bestimmung ist nur für diejenigen Agenten obligatorisch, welche sich diesem Dienstzweige unterziehen wollen.

- e) die Uebermittlung an das nächste Telegraphen- oder Fernsprechamt der Telegramme und der telephonischen Mittheilungen.

Art. 5. Die Beförderung der in den Hilfsämtern hinterlegten gewöhnlichen Sendungen an die Perception oder an die Agentur, welcher die Hilfsämter zugetheilt sind, besorgt der Briefträger oder die durch die Gemeinde passierende Post.

Die Beförderung der Einschreibebriefe, der Briefe mit angegebenem Werthe, der Nachnahmesendungen,

remboursement, ainsi que des mandats de poste, se fera exclusivement par le facteur de l'administration.

Art. 6. Les agents auxiliaires n'ont pas de comptabilité propre. Ils rendent journallement compte de leurs opérations au percepteur ou à l'agent duquel ils relèvent, et qui en passera écriture.

Art. 7. Les timbres-poste, timbres-télégraphe et autres valeurs postales ne sont fournis aux agents volontaires que contre payement préalable.

Art. 8. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 18 août 1887.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 27 février 1887, le conseil communal d'Eich a arrêté un règlement de police sur la visite des tueries et boucheries ainsi que sur l'inspection de la viande à livrer à la consommation sur le territoire de la commune. — Ce règlement a été dûment approuvé et publié.

Luxembourg, le 19 août 1887.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Avis. — Aliénés.

Par arrêté royal grand-ducal du 17 août courant, M. J.-P. Kohn, juge d'instruction à Diekirch, a été nommé membre du comité de surveillance de l'hospice central d'Ettelbruck, en remplacement de M. Kümmer, démissionnaire.

Par le même arrêté MM. Ernest Arendt, juge au tribunal de Luxembourg, et Ad. Mongenast, juge au tribunal de Diekirch, ont été nommés pour contrôler, pendant le terme d'un

sendungen, sowie die Postanweisungen besorgt ausschließlich der Briefträger der Verwaltung.

Art. 6. Die Hilfsagenten haben kein eigenes Rechnungswesen; sie rechnen täglich mit dem Perceptor oder dem Agenten ab, welchem sie zugewiesen sind, und welcher dies zu Buch zu bringen hat.

Art. 7. Die Briefmarken, Telegraphenmarken und sonstige Postwerthzeichen werden nur gegen vorherige Zahlung den Hilfsagenten geliefert werden.

Art. 8. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 18. August 1887.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Gemeindereglement.

In seiner Sitzung vom 27. Februar 1887 hat der Gemeinderath von Eich ein Polizeireglement über die Aufsicht der Schlächtereien und Metzgereien sowie der auf dem Gebiete der Gemeinde in den Handel kommenden Fleischwaren beschlossen. — Dieses Reglement ist vorschriftsmäßig genehmigt und veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 19. August 1887.

Der General-Director des Innern,
G. Kirpach.

Bekanntmachung. — Irrenwesen.

Durch Königl.-Großh. Beschluß vom 17. August c. ist Hr. J. P. Kohn, Untersuchungsrichter am Bezirksgericht zu Diekirch, zum Mitglied des Aufsichtsamites beim Centralhospiz zu Ettelbrück, in Ersetzung des ausgetretenen Hrn. Kümmer, ernannt worden.

Durch denselben Beschluß sind die H. G. Ernst Arendt, Richter am Bezirksgericht zu Luxemburg, und Ad. Mongenast, Richter am Bezirksgericht zu Diekirch, beauftragt worden, die

an à partir de la date de l'arrêté, les admissions à des établissements d'aliénés des arrondissements judiciaires de Luxembourg et respectivement de Diekirch et le maintien en état de séquestration des aliénés y reçus.

Luxembourg, le 20 août 1887.

Le Directeur général de la justice,
P. EYSCHEN.

Avis. — Assurances.

La compagnie d'assurances dite « Dusseldorfer allgemeine Versicherungs-Gesellschaft für See-, Fluss- und Land-Transport », établie à Dusseldorf, a cessé de faire des opérations dans le Grand-Duché.

Le cautionnement déposé par cette compagnie sera restitué le 1^{er} novembre 1887, si dans l'intervalle aucune opposition n'y aura été faite.

Luxembourg, le 20 août 1887.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Chasse.

L'ouverture de la chasse étant fixée au 1^{er} septembre prochain, je crois devoir rappeler à ceux que la chose concerne, les dispositions suivantes de la loi sur la chasse du 19 mai 1885 :

« Art. 16. Seront condamnés à une amende de 26 francs à 100 francs : . . . 5^o les ayants-droit à la chasse qui auront chassé sans le consentement du propriétaire sur un terrain non encore dépouillé de ses fruits ou dans les pépinières.

« Art. 17. Seront condamnés à une amende de 50 francs à 200 francs : . . . 5^o ceux qui auront chassé sur un terrain non encore dépouillé de ses fruits, sans le consentement du propriétaire et en outre de celui du locataire, si la chasse est louée.

« Art. 18. Les pommes de terre ne sont pas considérées comme récolte au regard du n^o 5 des art. 16 et 17 de la loi sur la chasse. »

Luxembourg, le 20 août 1887.

Le Directeur général de l'intérieur,
H. KIRPACH.

Controlle über die Aufnahme der Irren in die Anstalten ihrer respectiven Bezirke und die Fortdauer der Sequestrirung daselbst eingebrachter Irren, während eines Jahres, vom Datum des Beschlusses ab, auszuüben.

Luxemburg, den 20. August 1887.

Der General-Director der Justiz,
P. Eyschen.

Bekanntmachung. — Versicherungswesen.

Die „Düsseldorfer Allgemeine Versicherungs-Gesellschaft für See-, Fluß- und Land-Transport“, mit dem Sitze zu Düsseldorf, hat ihren Geschäftsbetrieb im Großherzogthum Luxemburg eingestellt.

Die von dieser Gesellschaft hinterlegte Kaution wird am 1. November 1887 zurückerstattet werden, wenn bis dahin kein Einspruch dagegen erhoben worden.

Luxemburg, den 20. August 1887.

Der General-Director der Finanzen,
M. Mongenast.

Bekanntmachung. — Jagd.

Da die Eröffnung der Jagd auf den 1. September f. festgestellt ist, so glaube ich an nachfolgende Bestimmungen des Jagdgesetzes vom 19. Mai 1885 erinnern zu müssen :

„Art. 16. Zu Geldstrafe von 26 bis 100 Fr. werden verurtheilt: . . . 5^o die Jagdberechtigten, welche ohne Einwilligung des Eigenthümers auf einem noch nicht abgeernteten Grund und Boden oder in Baum- schulen die Jagd ausgeübt haben.

„Art. 17. Zu Geldstrafe von 50 bis 200 Fr. werden verurtheilt: . . . 5^o wer ohne Einwilligung des Eigenthümers sowie des Pächters, falls die Jagd verpachtet ist, auf einem noch nicht abgeernteten Grund- stück gejagt hat.

„Art. 18. Die Kartoffeln werden nicht als Ernte- fruchte im Sinne der Art. 5 der Art. 16 und 17 gegenwärtigen Gesetzes betrachtet.“

Luxemburg, den 20. August 1887.

Der General-Director des Innern,
H. Kirpach.